
Évaluation des mesures économiques : bilan de l'an I d'Emmanuel Macron

Méthodologie

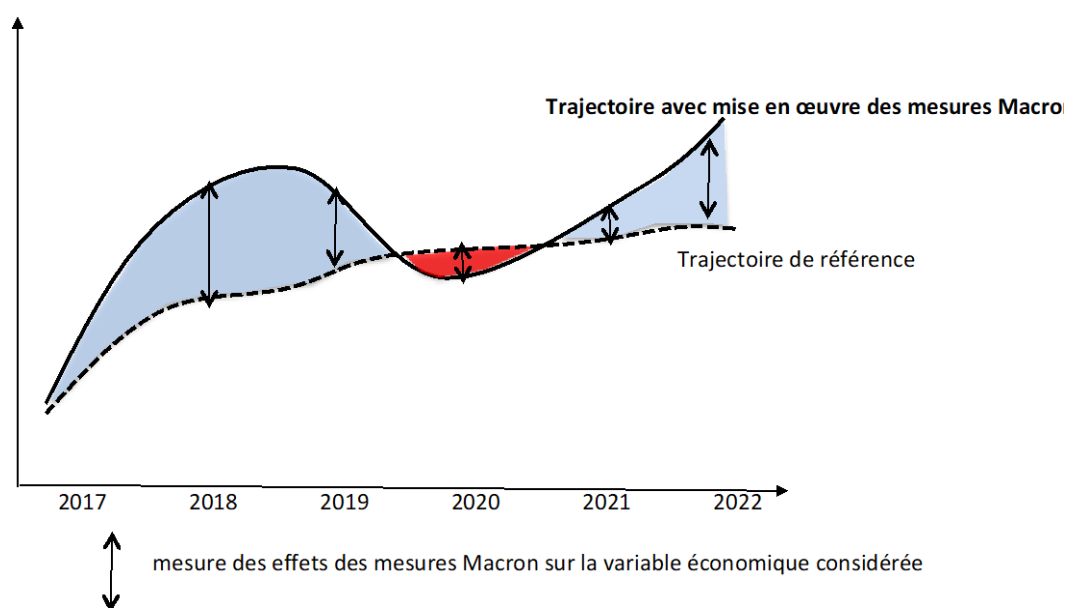
L'analyse des politiques économiques mises en œuvre par Emmanuel Macron depuis son arrivée au pouvoir (ordonnances travail et PLF 2018) dans le cadre du Macronomètre de l'iFRAP s'appuie sur des simulations du modèle macro-économétrique NEMESIS.

Nous avons bâti préalablement, à l'aide de ce modèle, une **trajectoire de référence** qui décrit l'évolution de l'économie hors la mise en œuvre des mesures de politique économique d'Emmanuel Macron et du Gouvernement Philippe. Cette trajectoire de référence s'appuie sur un certain nombre d'hypothèses en matière d'évolution de l'économie et des finances publiques :

- Nous considérons que la croissance reviendrait progressivement vers un niveau de 1,5% à l'horizon 2022, c'est à dire le taux de croissance potentielle de l'économie française (1,2/1,3%) renforcé par 0,2 point de croissance supplémentaire provenant des effets des mesures structurelles mises en place durant le quinquennat Hollande.
- Nous considérons qu'il ne serait fait que des efforts très modestes en matière d'économies de dépenses publiques dans cette trajectoire de référence et que le poids des recettes publiques dans le PIB demeurerait à peu près constant. Le solde public serait donc encore relativement dégradé à l'horizon 2022.

Cette trajectoire de référence n'a bien entendu aucune réalité ou plausibilité car des politiques économiques sont mises en œuvre et des évolutions fiscales et budgétaires ont lieu. L'idée est d'apprécier l'effet de ces mesures économiques et efforts en matière de finances publiques relativement à cette trajectoire de référence. Nous allons être capable, grâce aux simulations du modèle NEMESIS, de produire une trajectoire intégrant les effets de ces mesures (sur le PIB, l'emploi, les finances publiques). Cette nouvelle trajectoire sera appelée « Trajectoire avec mise en œuvre des mesures économiques Macron ». Pour pointer l'effet sur l'économie des mesures Macron, il suffit alors de faire la différence entre la « Trajectoire avec mise en œuvre des mesures Macron » et la « Trajectoire de référence » (méthode des « écarts variantiels », la seconde trajectoire (Trajectoire avec mise en œuvre des mesures Macron analysées » étant appelée une **variante** en modélisation).

Variable économique (emploi, PIB...)



Nous présentons par la suite, la trajectoire de référence (présentation de l'évolution des principales variables économiques et de finances publiques). Puis nous présentons la trajectoire avec mise en œuvre des mesures Macron (c'est-à-dire la trajectoire la plus proche de celle qui devrait advenir puisque les mesures ont réellement été mises en place). Sur ce dernier point, nous devons attirer l'attention du lecteur sur un point important : la plupart des mesures ont été adoptées dans le cadre du PLF 2018. On connaît leur modalité et leur étalement dans le temps. Il y a peu d'incertitudes sur ces mesures (PFU, IFI, allègement de la TH, basculement CSS/CSG, relèvement de la fiscalité écologique et sur le tabac, baisse de l'IS, basculement CICE/CSE...). En revanche, la mesure d'économies de dépenses publiques demeure incertaine dans son ampleur et son calendrier. Si la LPFP 2018-2022 ou le programme de stabilité récemment publié indiquent des trajectoires, il est difficile de réconcilier ces trajectoires ambitieuses de baisse des dépenses publiques avec les décisions concrètes permettant d'y parvenir. Nous avons donc choisi de présenter un scénario bouclé d'appréciation des mesures prises par Emmanuel Macron en considérant les économies de dépenses publiques qui nous paraissent dorénavant et déjà pouvoir être effectivement réalisées.

Le scénario de référence 2017-2022

Le scénario de référence que nous bâtissons à l'aide du modèle NEMESIS est donc, en l'hypothétique absence de mise en place de mesures économiques et de réformes structurelles, celui d'un retour progressif de la croissance vers son niveau de croissance potentielle (1,25%/1,30%) en 2022, rehaussé de l'effet sur cette croissance potentielle des mesures structurelles adoptées durant le quinquennat Hollande (CICE qui n'est pas supprimé dans. Ce scénario de référence et pacte de responsabilité).

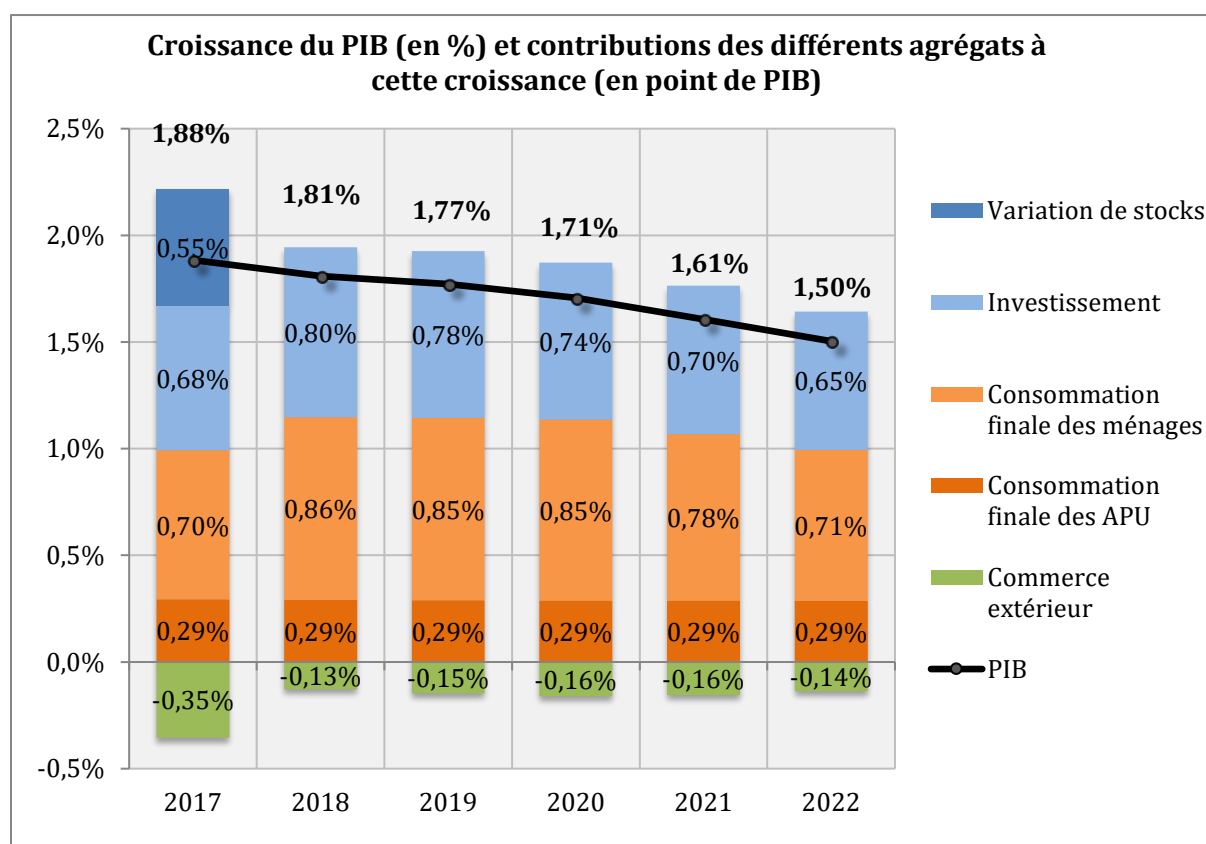
Jusqu'en 2022 la croissance est supérieure à celle du niveau de croissance potentielle car on ferme l'output gap initial. Ce processus de rattrapage tend cependant à s'épuiser à mesure qu'on avance dans le temps. Cette croissance est supérieure à celle qu'on a pu connaître entre 2012 et 2016 mais elle n'est cependant pas suffisante pour assurer le retour vers le plein emploi et un rééquilibrage complet des finances publiques. Par ailleurs, en l'absence d'effort supplémentaire en matière de compétitivité, le solde commercial ne s'améliore que lentement et demeurerait négatif.

Taux de croissance des principaux agrégats macroéconomiques

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
PIB	1,88%	1,81%	1,77%	1,71%	1,61%	1,50%
Consommation finale des ménages	1,27%	1,56%	1,56%	1,55%	1,43%	1,30%
Investissement	3,12%	3,59%	3,47%	3,22%	3,00%	2,76%
Exportations	2,78%	3,36%	3,27%	3,18%	3,26%	3,25%
Importations	3,59%	3,44%	3,40%	3,35%	3,39%	3,32%
Consommation finale des APU	1,20%	1,20%	1,20%	1,20%	1,20%	1,20%

Taux de croissance du PIB et contribution des principaux agrégats macroéconomiques à cette croissance

<i>En point de PIB</i>	2017	2018	2019	2020	2021	2022
PIB	1,88%	1,81%	1,77%	1,71%	1,61%	1,50%
Consommation finale des ménages	0,70%	0,86%	0,85%	0,85%	0,78%	0,71%
Investissement	0,68%	0,80%	0,78%	0,74%	0,70%	0,65%
Exportations	0,85%	1,05%	1,04%	1,02%	1,07%	1,08%
Importations	-1,21%	-1,18%	-1,18%	-1,18%	-1,22%	-1,22%
Consommation finale des APU	0,29%	0,29%	0,29%	0,29%	0,29%	0,29%
Variations de stocks	0,55%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%



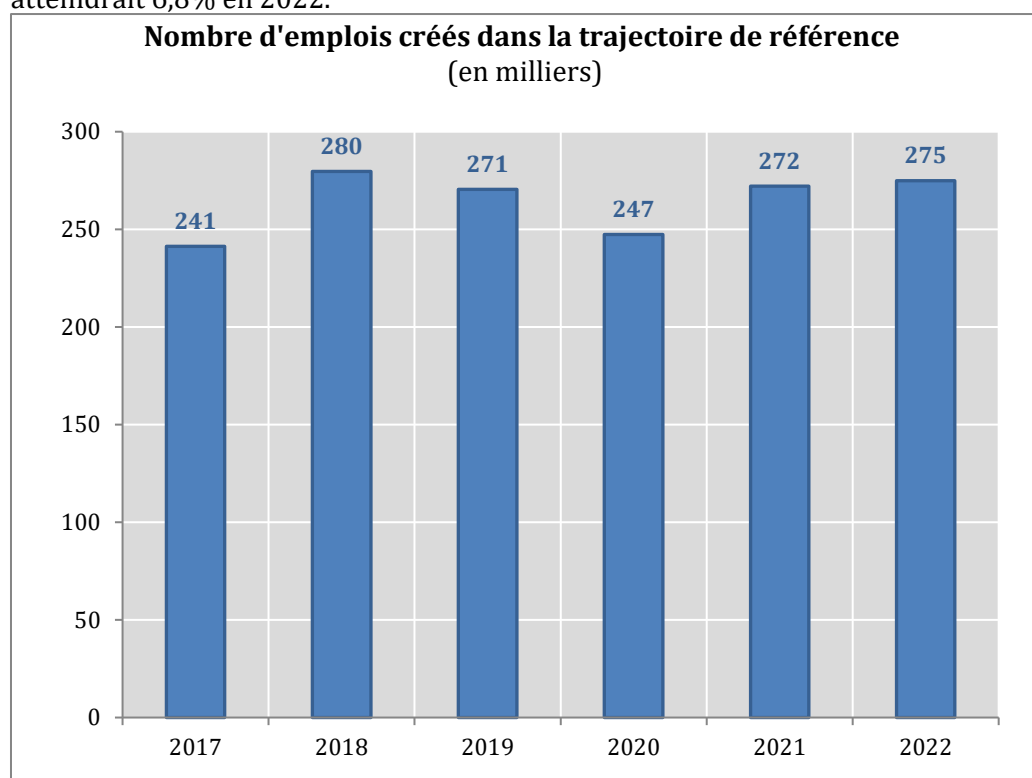
Dans notre scénario de référence, les prix connaîtraient un redémarrage relativement lent pour parvenir à un rythme de progression de 1,75% en 2022 pour l'indice des prix à la consommation. Nous faisons l'hypothèse d'une croissance relativement plus rapide des prix des

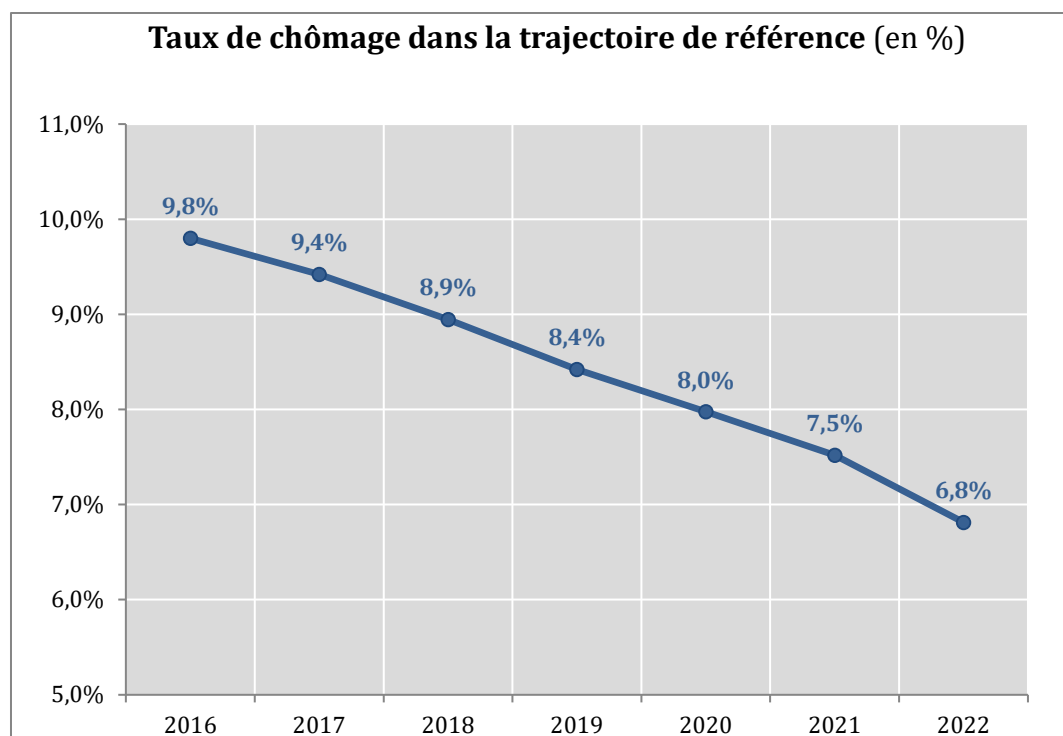
exportations (stratégie de montée en gamme) ce qui permet de légèrement améliorer le solde extérieur en valeur.

Taux de croissance des prix dans le scénario économique de référence

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Prix du PIB	0,78%	1,10%	1,23%	1,49%	1,74%	1,72%
Prix à la consommation	0,88%	1,21%	1,32%	1,57%	1,79%	1,78%
Prix de l'investissement	0,52%	0,83%	0,98%	1,30%	1,59%	1,58%
Prix des exports	1,16%	1,06%	1,32%	1,60%	1,71%	1,84%
Prix des imports	1,58%	0,79%	1,00%	1,30%	1,48%	1,66%

Le rythme des créations annuelles d'emplois serait en moyenne supérieur à 250 000 sur la période. Ce rythme de créations d'emplois permettrait une décrue du taux de chômage qui atteindrait 6,8% en 2022.





Dans le scénario de référence, le poids des dépenses publiques diminuerait faiblement, passant de 56,6% du PIB en 2017 à 54,8% du PIB en 2022. Les recettes des administrations publiques évolueraient aux alentours de 53% du PIB. Le solde des administrations publiques reviendrait vers l'équilibre mais demeurerait encore déficitaire en 2022 (-1,5% soit 40 milliards d'euros courants en 2022).

Dépenses et recettes des APU et solde des APU
(en milliards d'euros et en points de PIB)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses des APU (en milliards d'euros)	1295,6	1321,7	1335,6	1377,4	1422,8	1465,7
Dépenses des APU (en point de PIB)	56,6%	56,1%	55,1%	55,0%	55,0%	54,8%
Recettes des APU (en milliards d'euros)	1236,4	1256,3	1264,8	1314,5	1367,8	1425,2
Recettes des APU (en point de PIB)	54,1%	53,4%	52,1%	52,5%	52,8%	53,3%
Solde des APU (en milliards d'euros)	-59,2	-65,4	-70,8	-62,9	-54,9	-40,5
Solde des APU (en point de PIB)	-2,6%	-2,8%	-2,9%	-2,5%	-2,1%	-1,5%

Le Gouvernement a choisi de mettre en avant dans le PLF 2018 les dépenses et les recettes publiques hors crédits d'impôts. Nous présentons dans le tableau suivant les dépenses et les recettes publiques hors crédits d'impôts (présentation peu habituelle au sens de la comptabilité nationale). A noter, que nous considérons dans le scénario de référence que le CICE demeurerait sur toute la durée du quinquennat (la transformation du CICE en allègements pérennes de cotisations sociales à la charge des employeurs étant une des mesures que nous étudierons dans

le cadre du « Macronomètre », nous nous devons de considérer son maintien dans le scénario de référence). Ceci explique le peu d'évolution dans les clés de passage entre les dépenses et recettes avec et hors crédits d'impôts (l'écart est de l'ordre de 1,5 point de PIB).

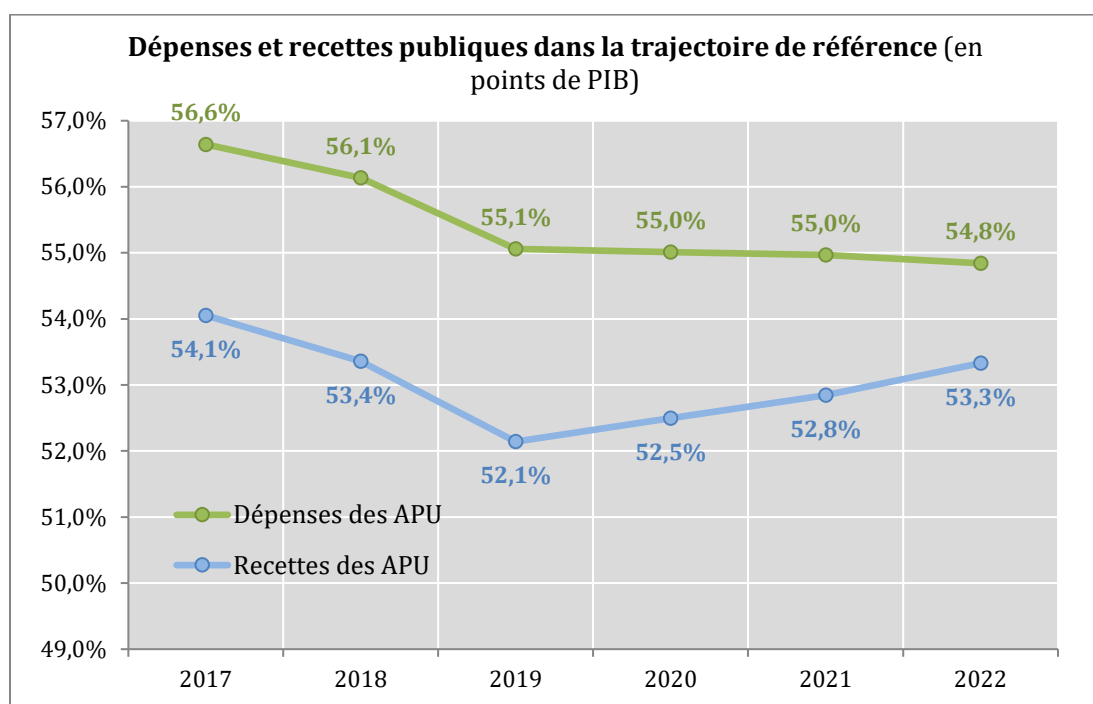
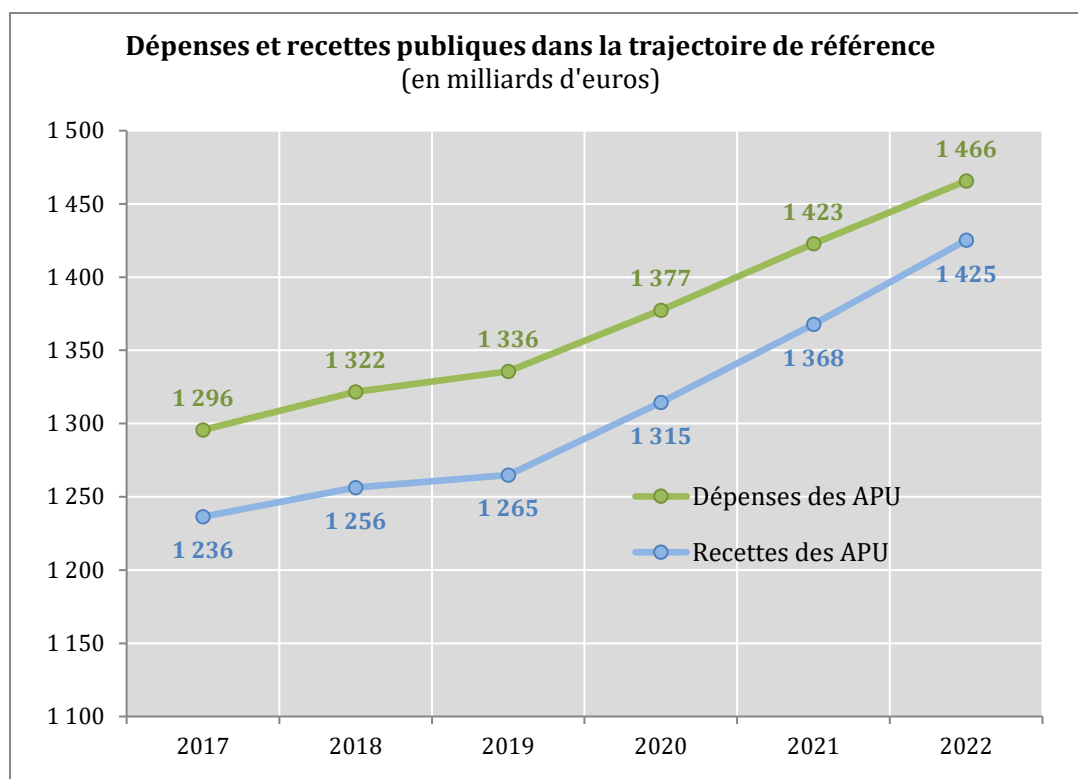
Dépenses et recettes des APU (hors crédits d'impôts) et solde des APU
 (en milliards d'euros et en points de PIB)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses des APU (en milliards d'euros)	1261,6	1284,2	1300,5	1342,4	1387,8	1430,7
Dépenses des APU (en point de PIB)	55,2%	54,5%	53,6%	53,6%	53,6%	53,5%
Recettes des APU (en milliards d'euros)	1206,9	1222,3	1232,2	1281,5	1334,8	1392,2
Recettes des APU (en point de PIB)	52,8%	51,9%	50,8%	51,2%	51,6%	52,1%
Solde des APU (en milliards d'euros)	-54,7	-61,9	-68,3	-60,9	-52,9	-38,5
Solde des APU (en point de PIB)	-2,4%	-2,6%	-2,8%	-2,4%	-2,0%	-1,4%

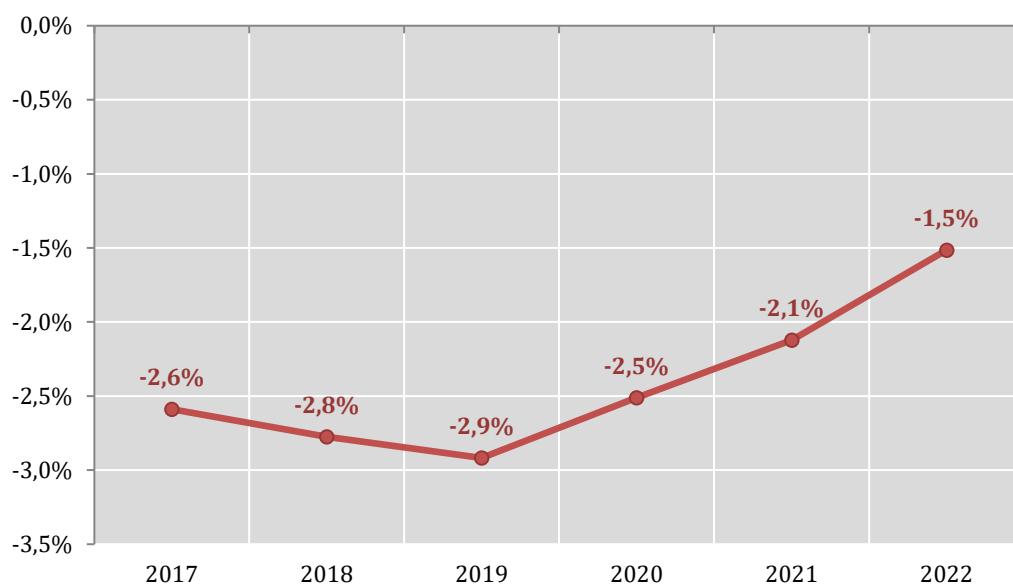
Nous présentons également dans le tableau suivant les prélèvements obligatoires dans les différents périmètres qu'il est habituel de rencontrer. Les prélèvements obligatoires atteignent de l'ordre de 48,4% en 2017 (vision la plus extensive qui comprend les cotisations sociales imputée et les crédits d'impôts). Les prélèvements obligatoires hors cotisations sociales imputées atteignent 46,4% en 2017 et les prélèvements hors cotisations sociales imputées et hors crédits d'impôts s'établissent à 45,2% du PIB. Le taux de prélèvements obligatoires, dans ce dernier périmètre généralement présenté en France, évoluerait autour de 44% au cours de la période.

Prélèvements obligatoires selon les différentes définitions
 (en milliards d'euros et en points de PIB)

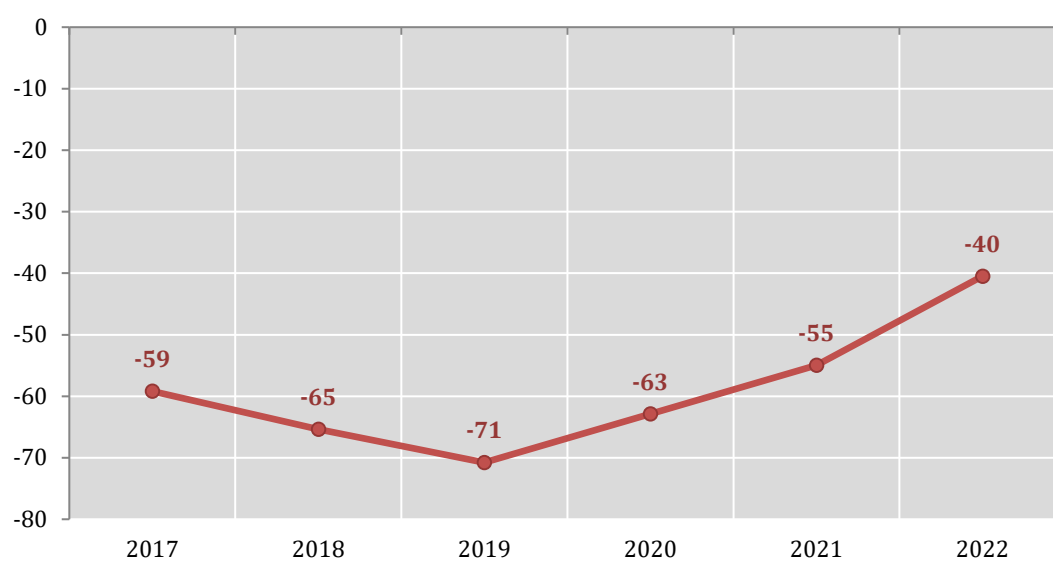
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Prélèvements obligatoires (en milliards d'euros)	1106,6	1124,4	1132,0	1176,5	1224,2	1275,6
Prélèvements obligatoires (en point de PIB)	48,4%	47,8%	46,7%	47,0%	47,3%	47,7%
Prélèvements obligatoires hors cotisations sociales imputées (en milliards d'euros)	1062,1	1079,2	1086,5	1129,2	1175,0	1224,3
Prélèvements obligatoires hors cotisations sociales imputées (en point de PIB)	46,4%	45,8%	44,8%	45,1%	45,4%	45,8%
Prélèvements obligatoires hors cotisations sociales imputées et crédits d'impôts (en milliards d'euros)	1034,9	1051,5	1058,7	1100,3	1144,9	1192,9
Prélèvements obligatoires hors cotisations sociales imputées et crédits d'impôts (en point de PIB)	45,2%	44,7%	43,6%	43,9%	44,2%	44,6%



Solde des administrations publiques dans la trajectoire de référence (en points de PIB)



Solde des administrations publiques dans la trajectoire de référence (en milliards d'euros)



Dépenses et recettes des APU dans le scénario de référence

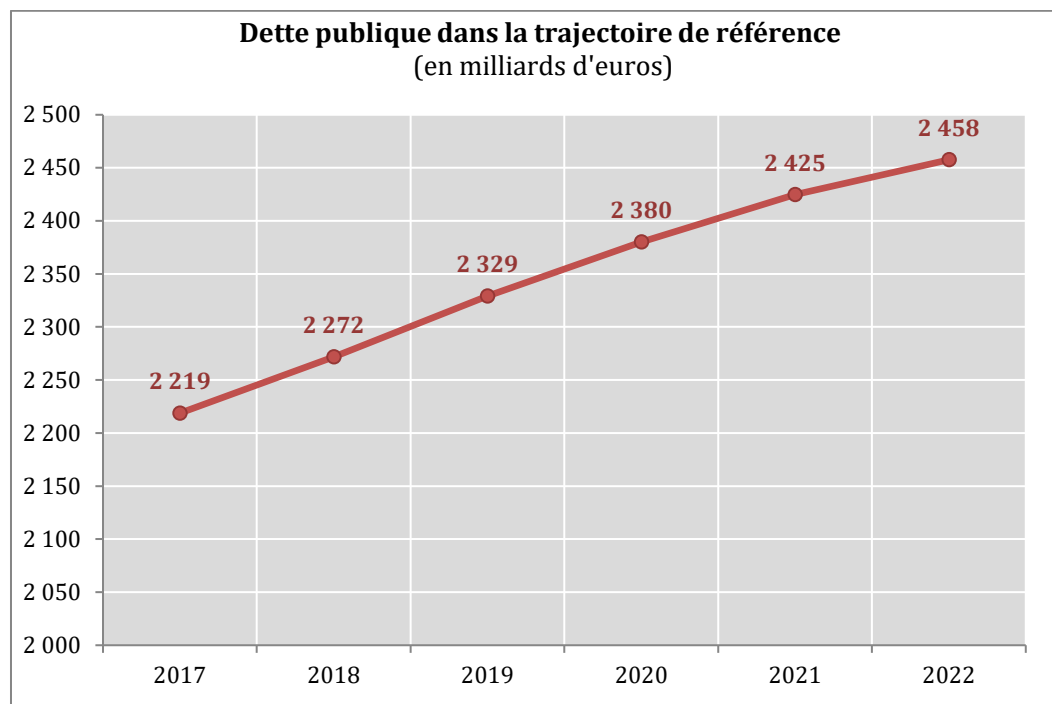
<i>En milliards d'euros</i>	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses des APU	1295,6	1321,7	1335,6	1377,4	1422,8	1465,7
Rémunérations des salariés et consommations intermédiaires	411,0	419,2	421,8	424,6	428,9	435,4
Rémunérations des salariés	296,0	301,6	303,1	305,2	308,3	312,9
Consommations intermédiaires	115,1	117,6	118,7	119,4	120,6	122,5
Prestations sociales	592,2	605,6	614,1	647,2	682,0	712,0
Prestations sociales en nature	137,1	140,2	144,4	153,1	162,7	170,8
Prestations sociales en espèces	455,2	465,4	469,8	494,2	519,3	541,1
FBCF	81,9	83,9	83,9	85,6	87,1	88,7
Recettes des APU	1236,4	1256,3	1264,8	1314,5	1367,8	1425,2
Cotisations sociales	440,8	428,7	392,5	403,4	416,0	427,1
Impôts sur les revenus (IS,IR, CSG,...)	263,1	285,5	309,7	327,7	344,7	363,2
Impôts sur la production et les importations	367,1	374,9	392,3	410,8	432,0	456,3
dont TVA	172,4	176,4	189,5	203,4	219,6	239,0
dont taxes sur les produits	91,3	93,2	95,3	97,9	100,6	103,4
dont Taxes sur les imports	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9
dont autres taxes sur les produits	102,7	104,6	106,6	108,8	110,9	113,0

Dépenses et recettes des APU dans le scénario de référence

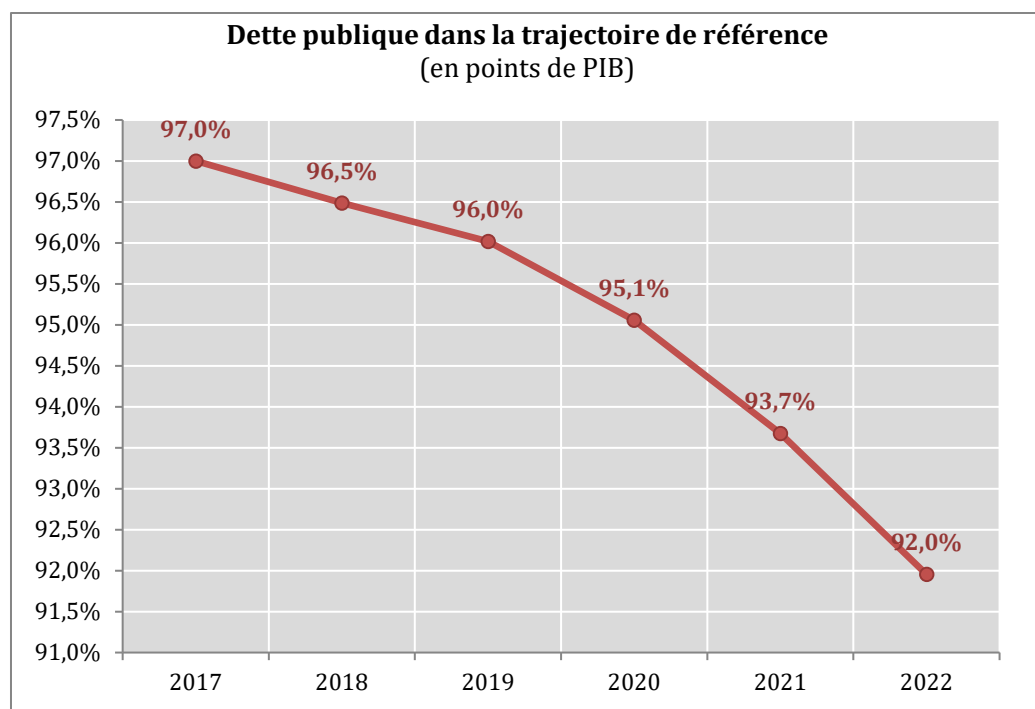
<i>En point de PIB</i>	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses des APU	56,6%	56,1%	55,1%	55,0%	55,0%	54,8%
Rémunérations des salariés et consommations intermédiaires	18,0%	17,8%	17,4%	17,0%	16,6%	16,3%
Rémunérations des salariés	12,9%	12,8%	12,5%	12,2%	11,9%	11,7%
Consommations intermédiaires	5,0%	5,0%	4,9%	4,8%	4,7%	4,6%
Prestations sociales	25,9%	25,7%	25,3%	25,8%	26,3%	26,6%
Prestations sociales en nature	6,0%	6,0%	6,0%	6,1%	6,3%	6,4%
Prestations sociales en espèces	19,9%	19,8%	19,4%	19,7%	20,1%	20,2%
FBCF	3,6%	3,6%	3,5%	3,4%	3,4%	3,3%
Recettes des APU	54,1%	53,4%	52,1%	52,5%	52,8%	53,3%
Cotisations sociales	19,3%	18,2%	16,2%	16,1%	16,1%	16,0%
Impôts sur les revenus (IS,IR, CSG,...)	11,5%	12,1%	12,8%	13,1%	13,3%	13,6%
Impôts sur la production et les importations	16,0%	15,9%	16,2%	16,4%	16,7%	17,1%
dont TVA	7,5%	7,5%	7,8%	8,1%	8,5%	8,9%
dont taxes sur les produits	4,0%	4,0%	3,9%	3,9%	3,9%	3,9%
dont Taxes sur les imports	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
dont autres taxes sur les produits	4,5%	4,4%	4,4%	4,3%	4,3%	4,2%

Dette publique
 (en milliards d'euros et en points de PIB)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dette publique	2 219	2 272	2 329	2 380	2 425	2 458
Dette publique (en point de PIB)	97,0%	96,5%	96,0%	95,1%	93,7%	92,0%



Le poids de la dette dans le PIB baisserait dans le scénario de référence pour atteindre 92% en 2022. Ceci est davantage la conséquence du retour à des niveaux d'inflation et de croissance normaux et donc à une croissance en valeur du PIB supérieure à 3%. La dette atteindrait néanmoins 2 458 milliards d'euros en 2022.



La trajectoire avec mises en œuvre des mesures Macron

Les mesures analysées et donc prise en compte sont les suivantes :

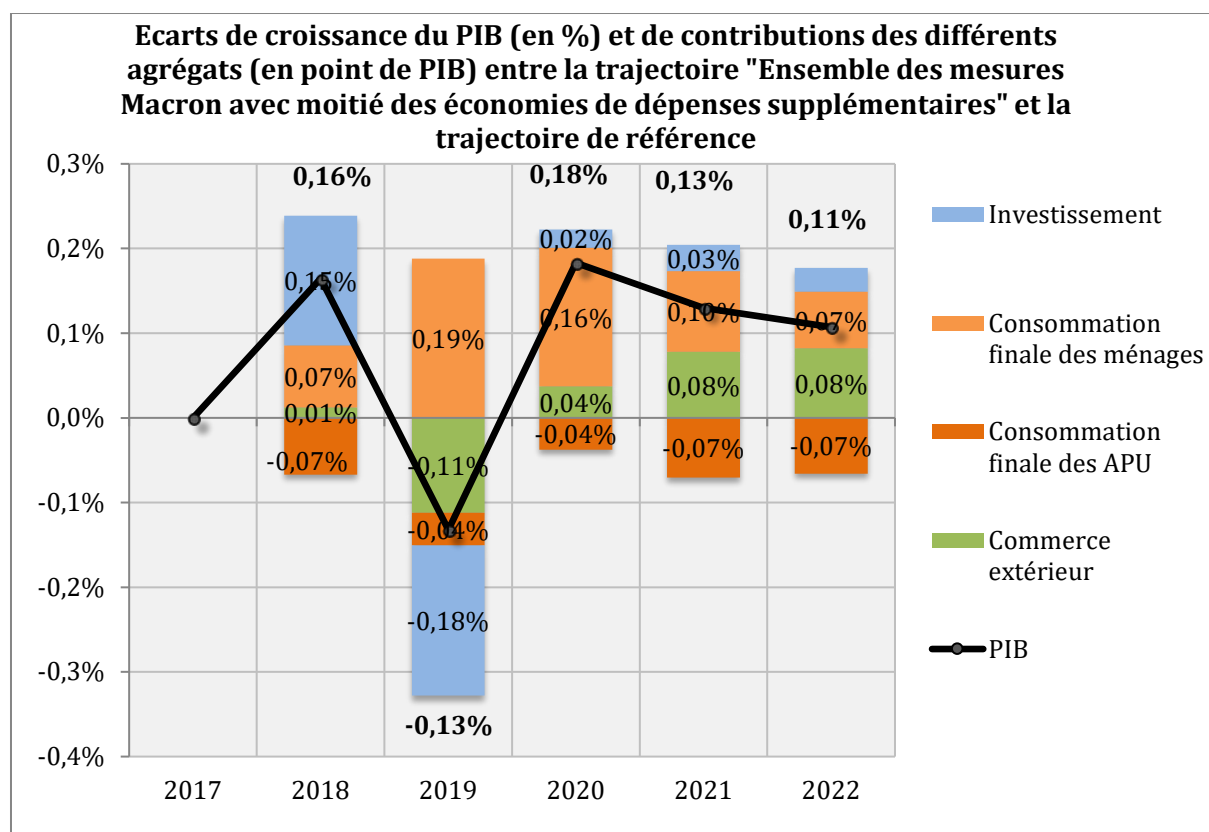
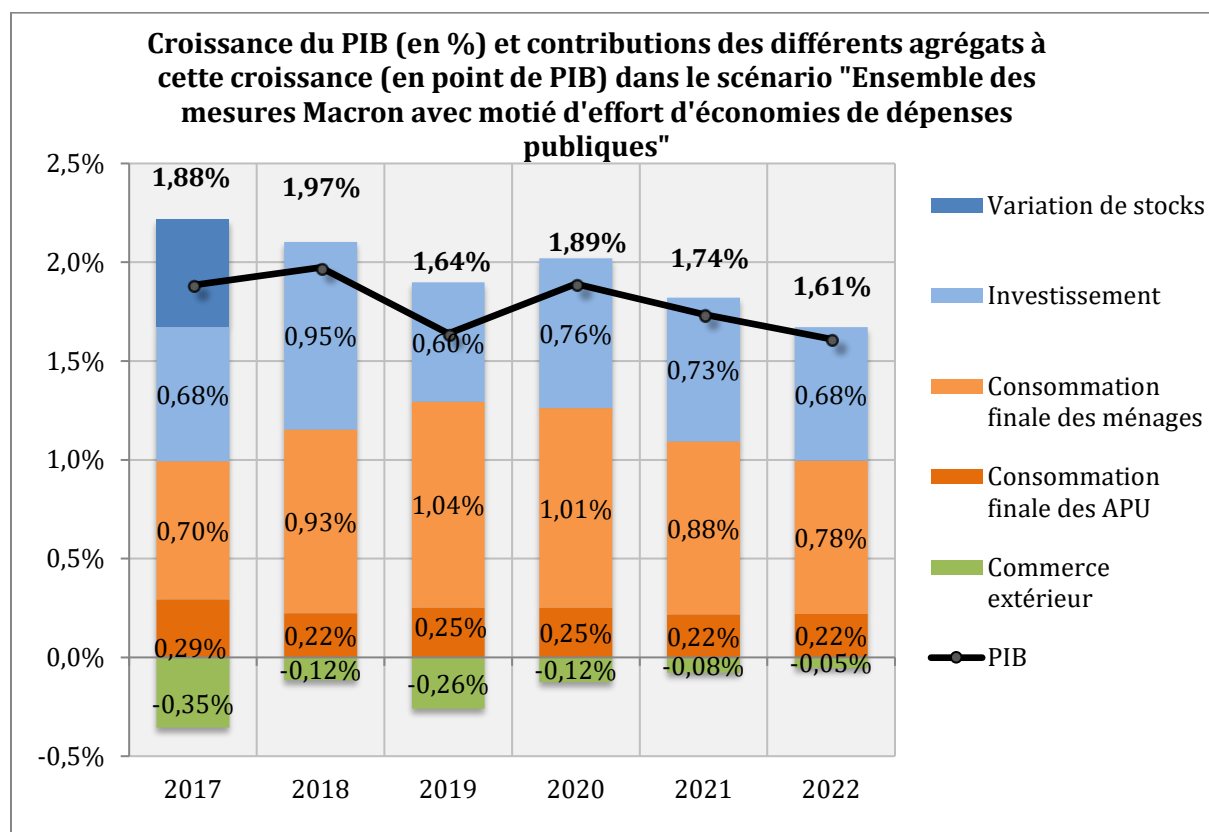
- la suppression de l'ISF et son remplacement par l'IFI.
- La mise en place du PFU en lieu et place de l'imposition au barème des revenus des valeurs mobilières.
- La suppression progressive de la taxe d'habitation pour 80% des ménages.
- La baisse des cotisations sociales à la charge des salariés de 3,15 point compensée par la hausse de la CSG de 1,7 point.
- La baisse progressive du taux d'IS de 33,33% à 25% en 2022.
- La hausse de certaines taxes (fiscalité énergétique, fiscalité sur le tabac) et la solution trouvée au contentieux sur la « taxe dividende »
- La suppression de 1 point de CICE (de 7 à 6%) en 2018 puis le basculement du CICE en allègements de cotisations à la charge des employeurs en 2019 (en tenant compte du retour d'IS négatif).
- Les évolutions du marché du travail suite à la mise en œuvre des quatre ordonnances de la loi Travail.

- Des économies de dépenses publiques supplémentaires (en ne tenant compte que de l'effort d'économies supplémentaires réalisé en plus des économies déjà contenues dans le scénario de référence.) ne représentant qu'entre la moitié et le tiers de l'effort affiché dans le programme de stabilité :

Effort d'économies supplémentaires de dépenses publiques

(en milliards d'euros)

	2018	2019	2020	2021	2022
Efforts supplémentaires d'économies de dépenses publiques dans le PSTAB par rapport au scénario de référence	5	14	27	40	59
Efforts supplémentaires d'économies de dépenses par rapport au scénario de référence pris en compte (<i>ex ante</i>)	5	11	14	17	19



Écarts des indices des prix du PIB et des agrégats entre la trajectoire " Ensemble des mesure Macron avec moitié d'effort en termes d'économies de dépenses publiques "
et la trajectoire de référence (écarts au scénario de référence en %)

	2018	2019	2020	2021	2022
Indice de prix du PIB	0,00%	-0,02%	-0,23%	-0,43%	-0,63%
Indice de prix de la consommation	0,00%	0,01%	-0,19%	-0,35%	-0,52%
Indice du prix de l'investissement	0,00%	-0,12%	-0,33%	-0,62%	-0,89%
Indice du prix des exportations	0,00%	-0,10%	0,13%	-0,01%	-0,20%
Indice du prix des importations	0,00%	-0,06%	0,08%	-0,01%	-0,14%

PIB, dépenses et recettes publiques dans la trajectoire « Ensemble des mesure Macron avec moitié d'effort en termes d'économies de dépenses publiques »

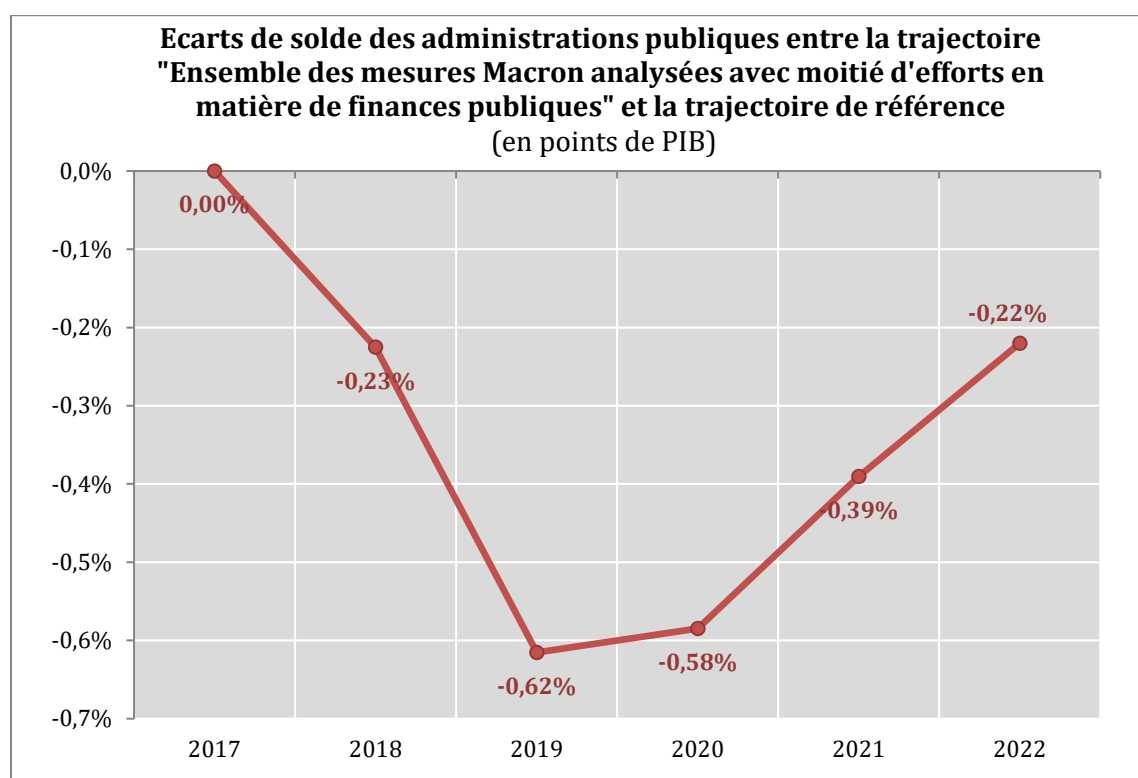
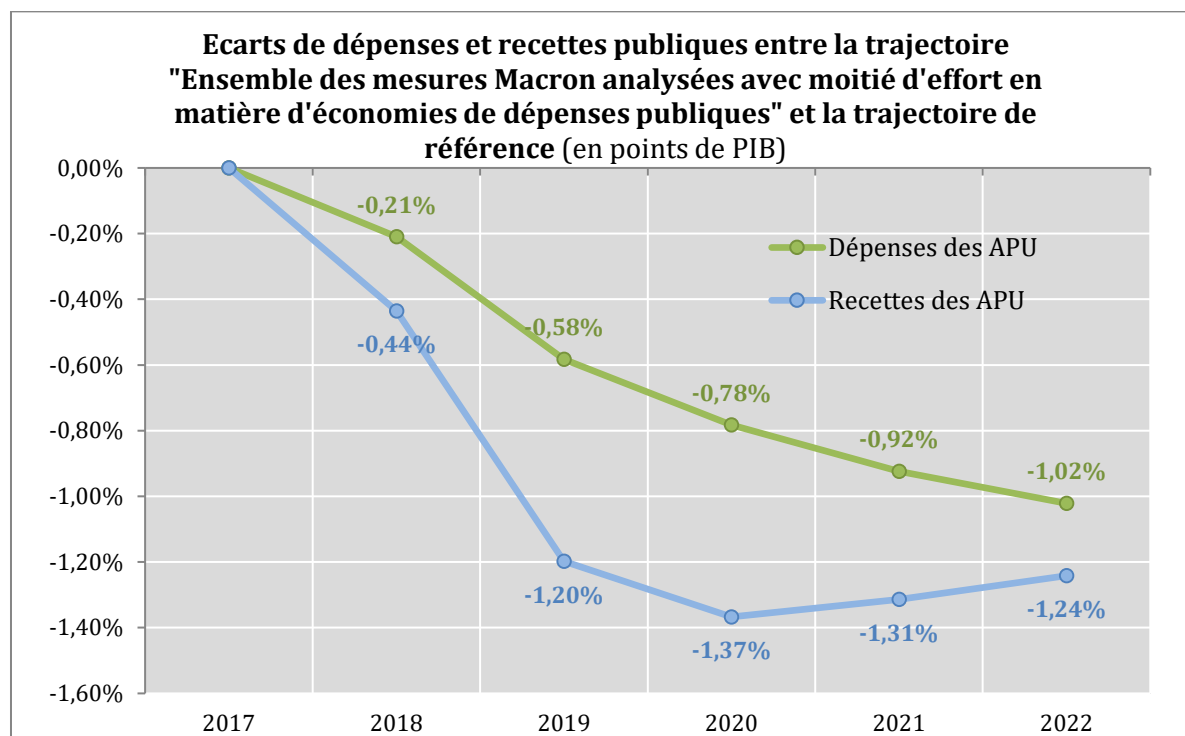
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
En milliards d'euros courants						
PIB	2 287,4	2 357,8	2 421,0	2 498,6	2 581,0	2 663,4
Dépenses des APU	1295,6	1316,7	1321,5	1357,8	1398,9	1438,4
Recettes des APU	1236,4	1246,1	1235,8	1280,3	1333,8	1392,0
Solde des APU	-59,2	-70,7	-85,7	-77,5	-65,0	-46,4
En points de PIB						
Dépenses des APU	56,6%	55,8%	54,6%	54,3%	54,2%	54,0%
Recettes des APU	54,1%	52,8%	51,0%	51,2%	51,7%	52,3%
Solde des APU	-2,6%	-3,0%	-3,5%	-3,1%	-2,5%	-1,7%

Note : les dépenses et les recettes des APU sont ici présentées crédits d'impôts compris

Malgré le supplément de croissance, la baisse de fiscalité entraîne une diminution des recettes publiques par rapport au scénario de référence (baisse renforcée par le léger amoindrissement de la croissance des prix). En 2022, le solde des administrations publiques est dégradé de 6 milliards d'euros par rapport au scénario de référence (-0,2%) et la dette publique est accrue de 50 milliards d'euros par rapport au scénario de référence.

Taux de prélèvements obligatoires dans la trajectoire « Ensemble des mesure Macron avec moitié d'effort en termes d'économies de dépenses publiques "
(en milliards d'euros et en points de PIB)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Prélèvements obligatoires (en milliards d'euros)	1106,6	1127,5	1120,7	1154,7	1204,1	1254,4
Prélèvements obligatoires (en point de PIB)	48,4%	47,8%	46,3%	46,2%	46,7%	47,1%
Prélèvements obligatoires hors cotisations sociales imputées (en milliards d'euros)	1062,1	1081,6	1074,2	1107,8	1155,3	1203,7
Prélèvements obligatoires hors cotisations sociales imputées (en point de PIB)	46,4%	45,9%	44,4%	44,3%	44,8%	45,2%
Prélèvements obligatoires hors cotisations sociales imputées et crédits d'impôts (en milliards d'euros)	1034,9	1046,2	1037,9	1082,8	1132,1	1185,1
Prélèvements obligatoires hors cotisations sociales imputées et crédits d'impôts (en point de PIB)	45,2%	44,4%	42,9%	43,3%	43,9%	44,5%

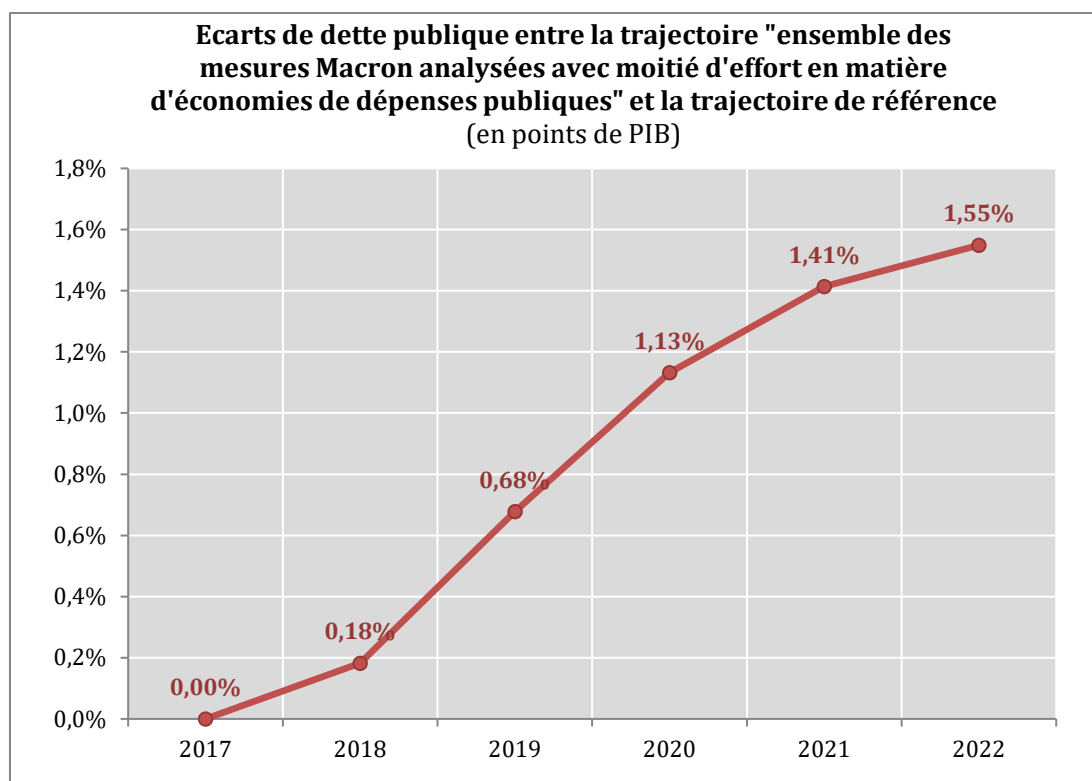


Ecart sur les différents postes de dépenses et de recettes entre la trajectoire
« Ensemble des mesures Macron avec moitié d'efforts en matière de finances publiques »
et la trajectoire de référence (en milliards d'euros courants)

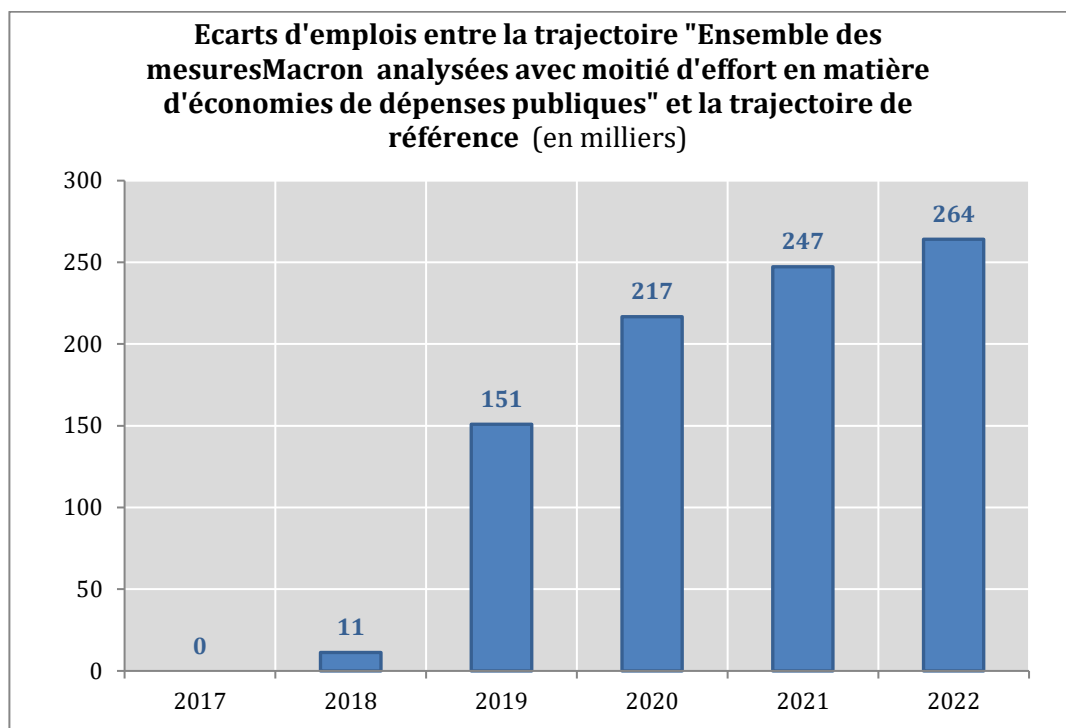
<i>En milliards d'euros</i>	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses des APU	-4,9	-14,1	-19,6	-23,9	-27,3
Rémunérations des salariés et consommations intermédiaires	-1,3	-4,5	-5,3	-6,5	-7,7
Rémunérations des salariés	-0,2	-3,0	-3,1	-3,5	-4,0
Consommations intermédiaires	-1,1	-1,5	-2,2	-3,1	-3,7
Prestations sociales	-3,0	-6,4	-9,4	-11,0	-11,9
Prestations sociales en nature	-1,4	-2,1	-2,7	-3,1	-3,6
Prestations sociales en espèces	-1,6	-4,3	-6,7	-7,8	-8,4
FBCF	-1,1	-1,3	-1,5	-1,9	-2,1
Recettes des APU	-10,2	-29,1	-34,2	-34,0	-33,2
Cotisations sociales	-19,3	-37,0	-37,0	-37,1	-37,0
Impôts sur les revenus (IS,IR, CSG,...)	8,4	10,0	6,4	4,2	2,1
Impôts sur la production et les importations	4,5	6,5	9,3	11,8	14,6
dont TVA	0,1	0,2	0,2	-0,1	-0,4
dont taxes sur les produits	4,2	6,2	8,9	11,6	14,6
dont Taxes sur les imports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont autres taxes sur les produits	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4

Dettes publiques dans la trajectoire « Ensemble des mesures Macron avec moitié d'effort en
termes d'économies de dépenses publiques »

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dettes des APU (en milliards d'euros)	2 219	2 276	2 346	2 408	2 461	2 499
Dettes des APU (en points de PIB)	97,0%	96,5%	96,9%	96,4%	95,4%	93,8%
Supplément de dette par rapport au scénario de référence (en mrd d'euros)-		4,3	16,4	28,3	36,5	41,3
Supplément de dette des APU par rapport au scénario de référence (en pts de PIB)-		0,2%	0,7%	1,1%	1,4%	1,5%

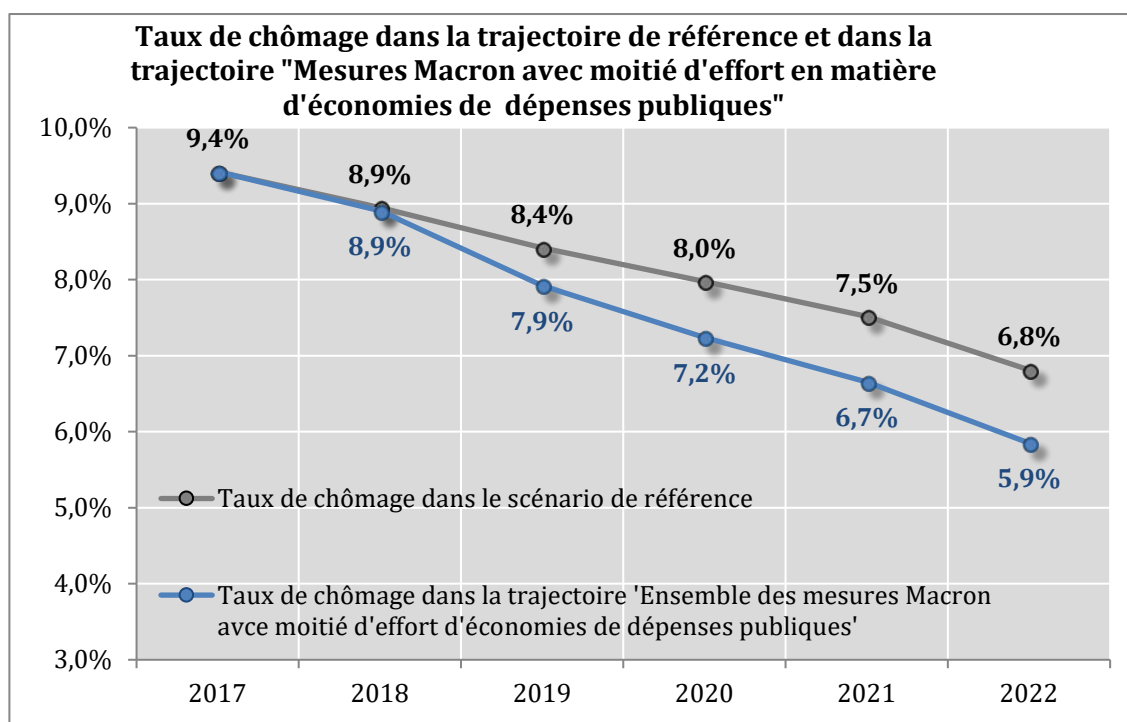


En 2022, 264 000 emplois supplémentaires seraient créés grâce à l'ensemble des mesures d'Emmanuel Macron ce qui permettait une diminution de 0,9 point du taux de chômage par rapport au scénario de référence>.



Création d'emplois supplémentaires par rapport au scénario de référence(en milliers)

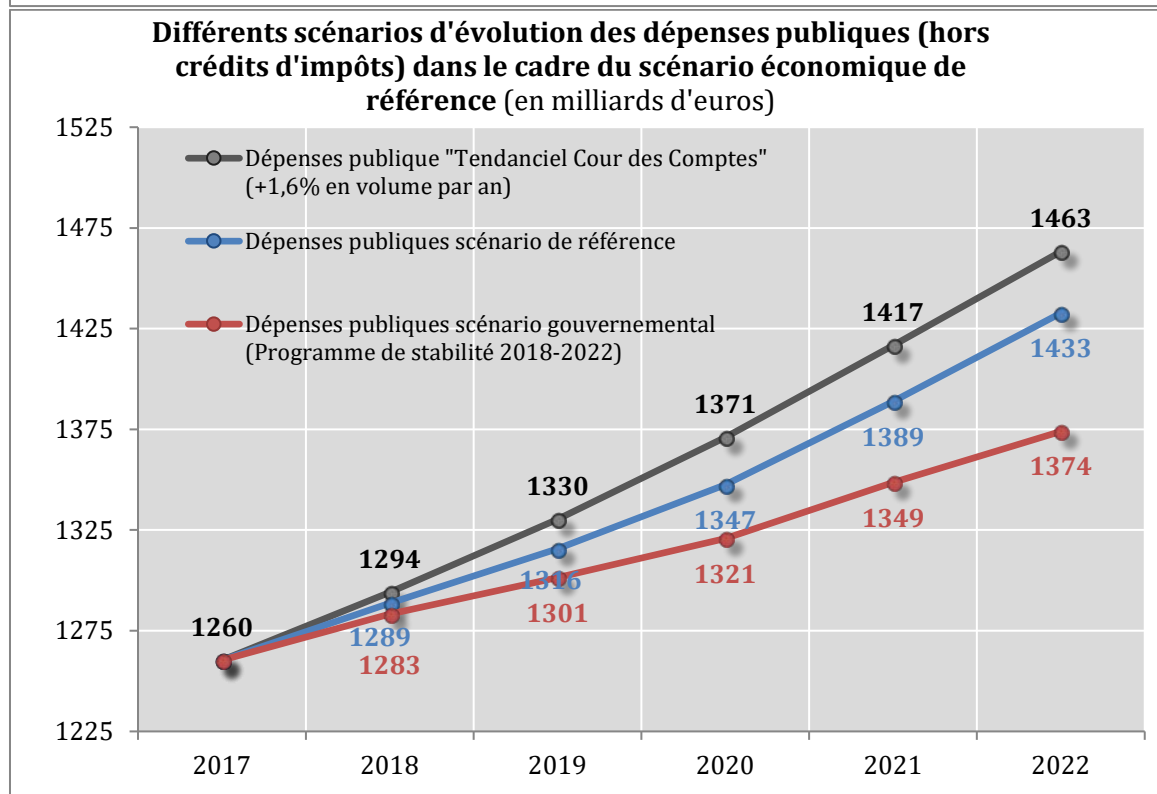
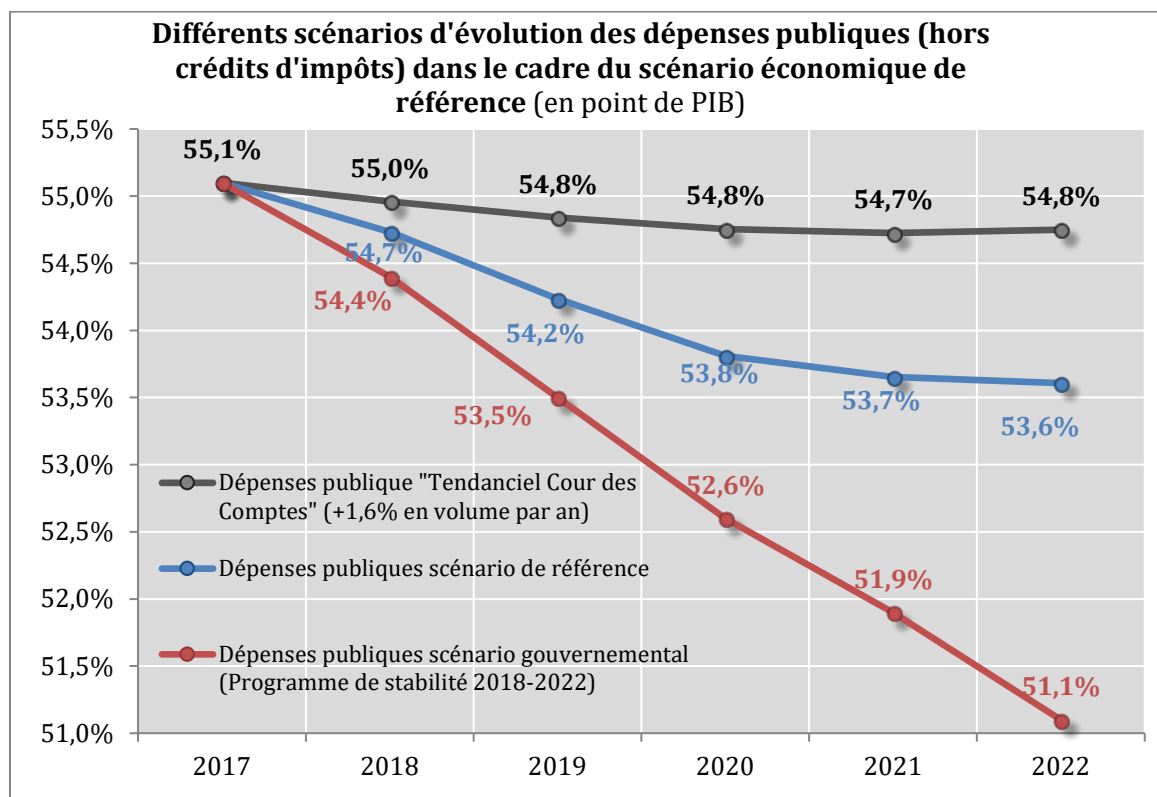
	2018	2019	2020	2021	2022
Emplois cumulés	11	151	217	247	264
Emplois créés annuellement	11	140	66	30	17

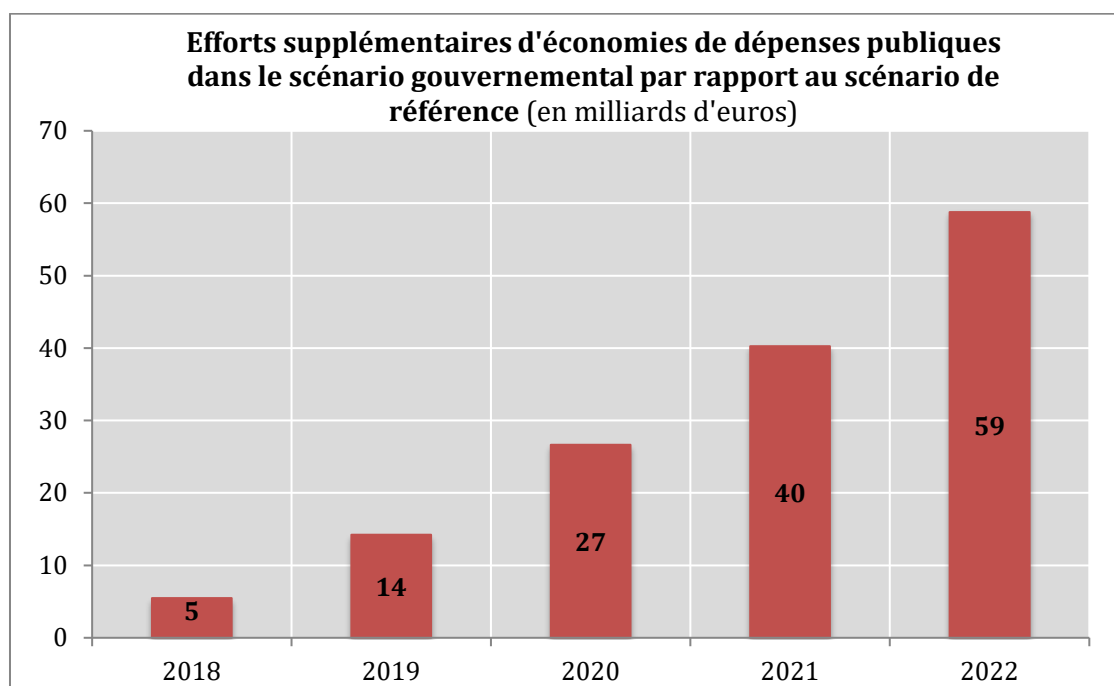
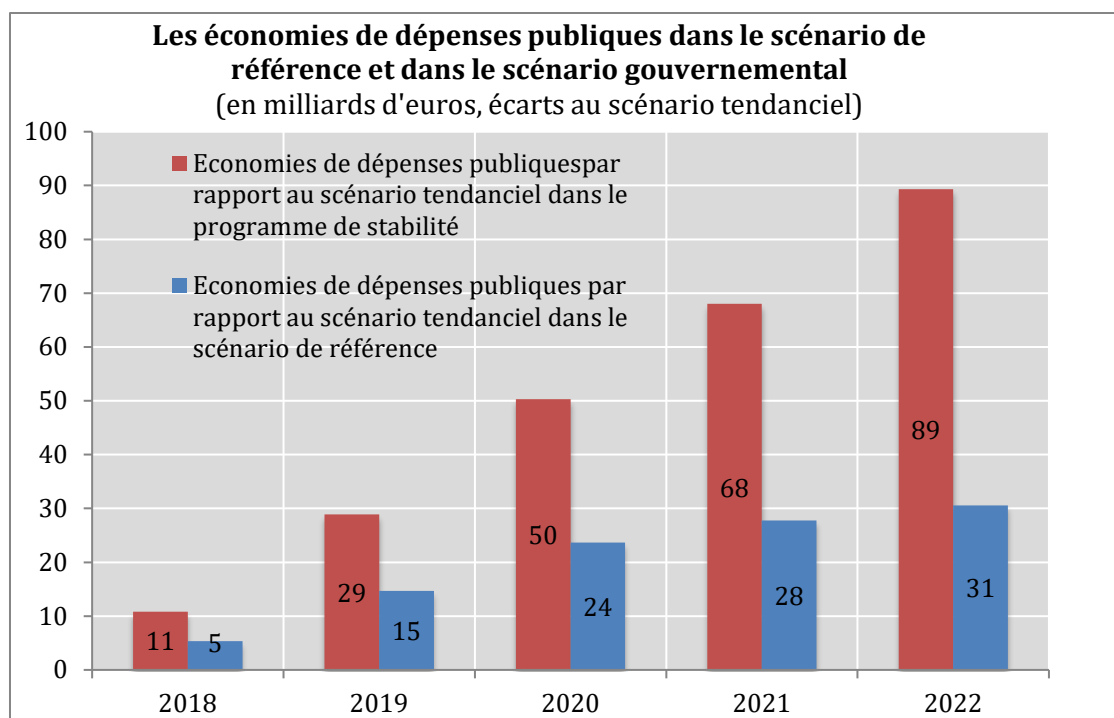


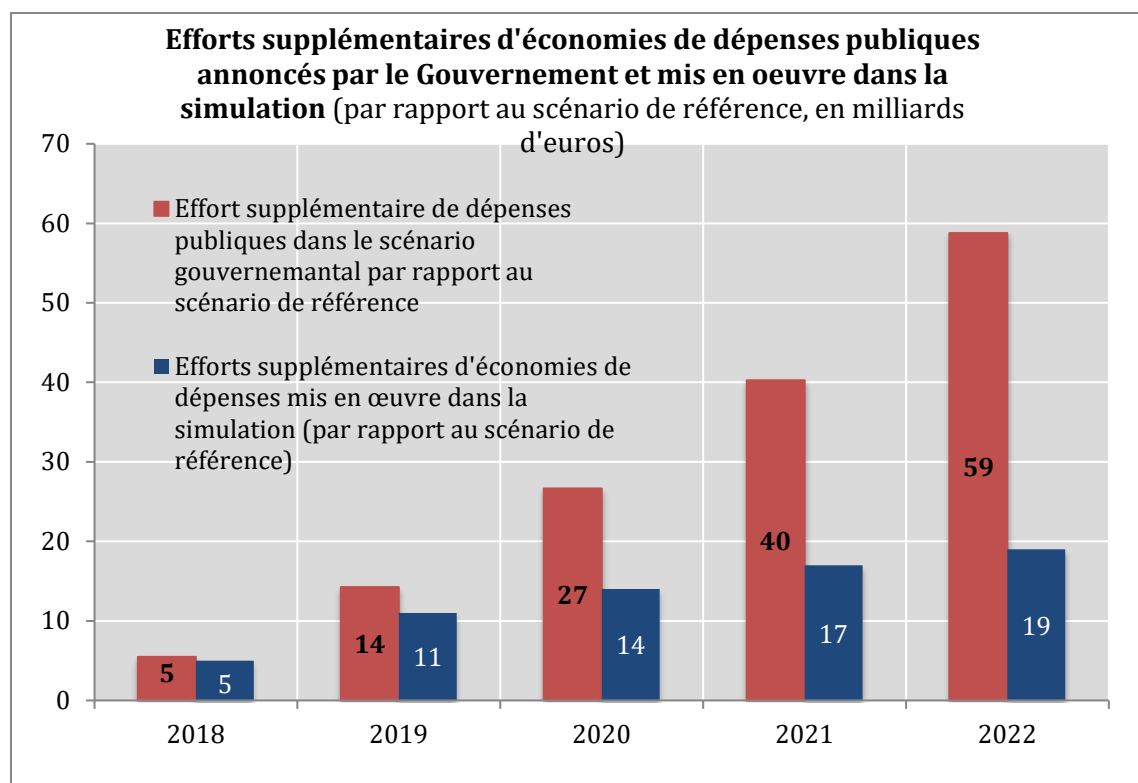
Note du « Macronomètre » pour l'ensemble des mesures Macron avec moitié d'effort en matière d'économies de dépenses publiques

Effet sur la croissance et l'emploi	264 000 emplois supplémentaires en fin de période et un PIB supérieur de 0,45% à son niveau du compte de référence en 2022. Les effets des mesures de baisse fiscalité du capital sont longs à se manifester et la résultante macroéconomique de l'ensemble des mesures est finalement assez faible.	1,75
Effet de la mesure sur les finances publiques	Baisse des recettes de 33 milliards d'euros en 2022 et des dépenses de 27 milliards d'euros en 2022. La dette publique est accrue de 41 milliards d'euros par rapport au compte de référence. Le déficit se creuse avant de revenir vers son niveau du compte de référence en fin de période. Les prélèvements obligatoires n'auront qu légèrement reculé sur la période (de 45,2% à 44,5%). La faute à des efforts d'économies de dépenses publiques moindre que ceux annoncés dans la LPFP ou le PSTAB. Les dépenses publiques représenteraient encore 54% du PIB en 2022.	0,50
Effet sur l'investissement et l'innovation	Après avoir été stimulé en 2017 (PFU, suppression ISF/IFI), l'investissement se détériore légèrement par rapport à son niveau du compte de référence en 2018 (transformation du CICE (baisse d'IS) en baisse de cotisations). L'ensemble des mesures fiscales favorables au capital devrait néanmoins à moyen terme stimuler l'investissement et le capital.	1,25
Effet sur la compétitivité	Peu d'effet sur la compétitivité à court terme. Le cocktail de mesures favorables aux entreprises permet d'améliorer les marges et les baisses de charges permettront de gagner en compétitivité prix mais le regain de croissance accroît les importations. L'effet sur le solde commercial est assez neutre. A plus long terme, les effets pourraient être plus favorables.	1,25
Timing/coordination/pertinence	Si on peut savoir gré au Gouvernement d'avoir mis en place bon nombre des mesures annoncées dans le programme Macron dès le vote du PLF 2018, on peut regretter qu'un stimulus fiscal plus important n'ait pas été mis en place très tôt dans le quinquennat afin de placer l'économie sur une trajectoire de croissance renforcée qui aurait autorisé des baisses plus importantes de dépenses publiques. Certaines mesures paraissent peu efficaces avec une ampleur budgétaire importante ce qui limite l'amélioration des comptes publics. L'ensemble des mesures paraît néanmoins globalement efficace sur l'offre sans obérer la demande.	1,25
Note globale pour l'ensemble des « mesures Macron » analysées dans le cadre du PLF		6,00

Annexe : Quel effort d'économies de dépenses publiques retenir dans le scénario avec mise en œuvre des mesures Macron ?







Annexe : Quelle part de la croissance et des créations d'emplois imputable à François Hollande et Emmanuel Macron dans les prochaines années.

